



Zones de protection des eaux souterraines destinées à la consommation humaine

Réunion d'information du public
Beaufort
06.03.2018



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement



Mot de Bienvenue

M. Camille Hoffmann, Bourgmestre de Beaufort

Introduction du sujet de la soirée

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

Présentation du projet des zones de protection des captages d'eau

M. Tom Schaul, Administration de la gestion de l'eau

Perspectives sur la mise en place de catalogues de mesures en ZPS

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

Discussion



Zones de protection des eaux souterraines destinées à la consommation humaine

Introduction

Carole Dieschbourg
Ministre de l'Environnement

Réunion d'information du public
Beaufort
06.03.2018



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement

L'eau potable



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Eau du robinet:



- Denrée alimentaire, « Lebensmittel »;
- Produit régional;
- Prix relativement bas comparé à l'eau embouteillée;
- Contribue à la réduction de déchets;



➔ Préservation et amélioration de la qualité de l'eau robinet

L'eau du robinet = L'eau potable



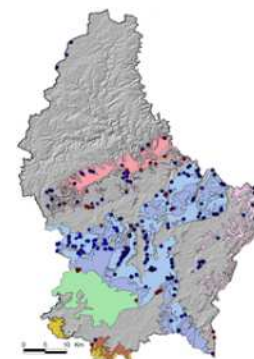
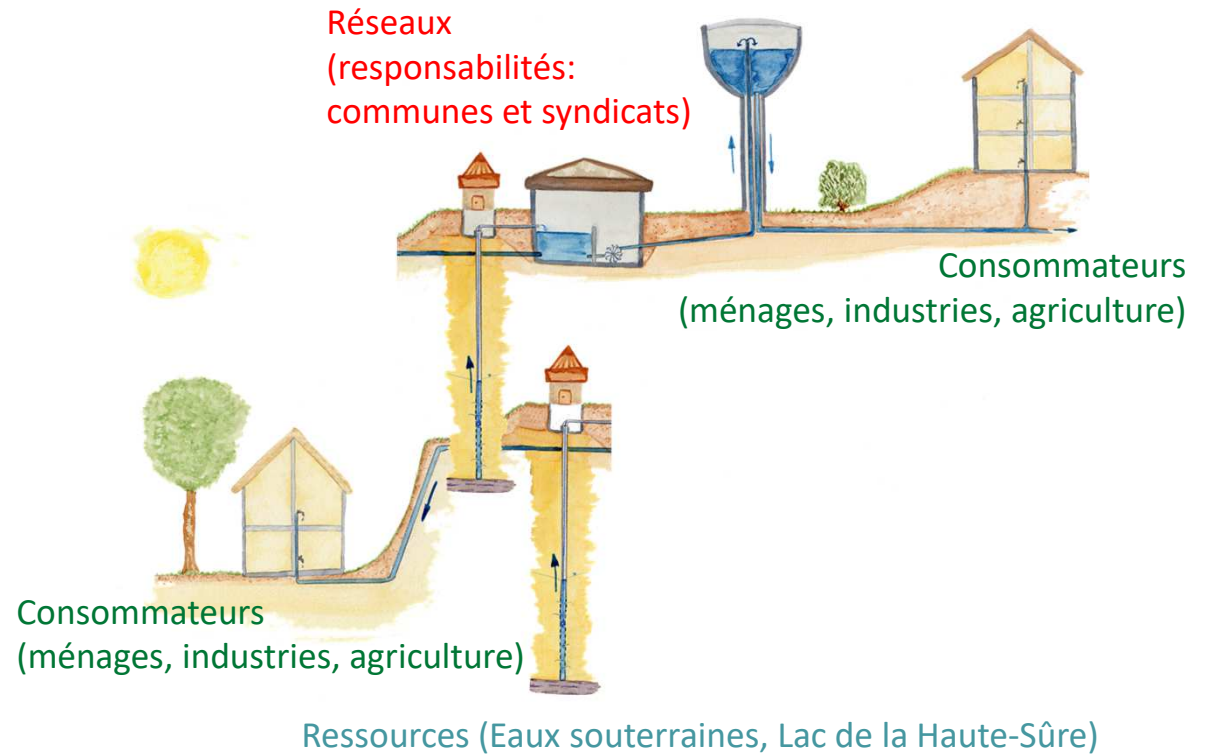
LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Intervention à 3 niveaux:

1) Ressources

2) Réseaux

3) Consommateurs



L'eau du robinet = L'eau potable



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Réseaux d'eau potable

- Contrôles réguliers et efficaces de la qualité de l'eau;
- Infrastructures (captages, réservoirs) fiables et conformes;
- Bon fonctionnement du réseau
(matériel adéquat, réduction des fuites d'eau,...);
- Information du consommateur;
- Consommations responsables (**responsabilité consommateurs**)



L'eau du robinet = L'eau potable



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ressources

Garantir une **qualité d'eau potable dès son captage**:

→ **Protection** des ressources actuelles et futures:

a) **curatif**: amélioration de la qualité de l'eau;

b) **préventif**: éviter une détérioration de la qualité de l'eau.

→ **Sécurisation quantitatif** des réseaux d'eau potable

**Actuellement des captages d'eau souterraine pour un débit journalier équivalent à
50.000 personnes sont hors service ou nécessitent un traitement curatif**

→ **Amélioration de la qualité des cours d'eau et biotopes**



L'eau du robinet = L'eau potable



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ressources

Traitement de potabilisation de l'eau:

- ☹ Augmentation du prix de l'eau (0,3 à 0,5 €/m³);
- ☹ Compétences techniques spécialisées requises;
- ☹ Impact sur l'environnement (rejets);



→ Limiter les traitements:

a) en attendant les effets de la protection curatifs de qualité de l'eau

Polluants dans les eaux souterraines: Temps de séjour de plusieurs années

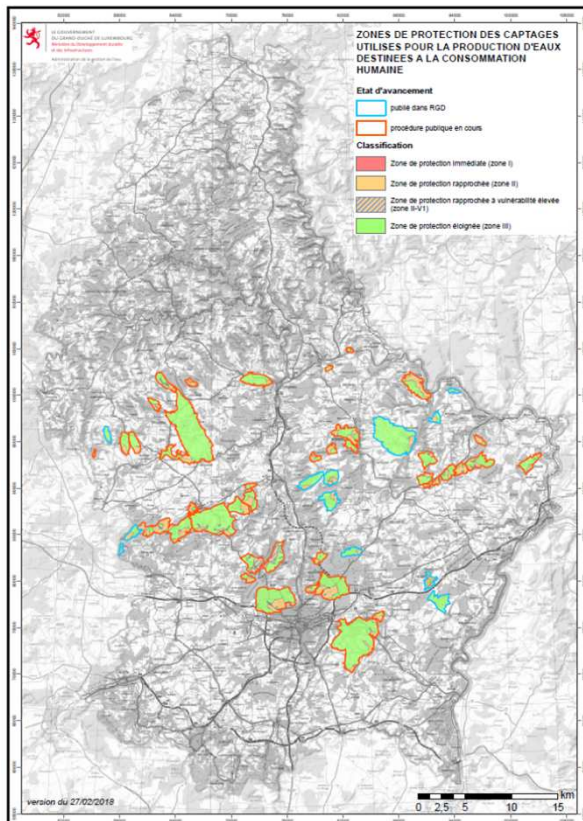
a) à terme: uniquement traitement eaux de surface et ressources eaux souterraines très vulnérables



Les priorités du Gouvernement:

➤ Créer un cadre législatif pour les zones de protection (règlements grand-ducaux)

- Règlement grand-ducal (RGD) pour 7% des captages d'eau potable;
- Projets RGD (procédure publique) pour 50% des captages
- Objectif pour fin 2018: Projets RGD (procédure publique) pour 70% des captages



+ nouveau RGD zones de protection Lac de la Haute-Sûre

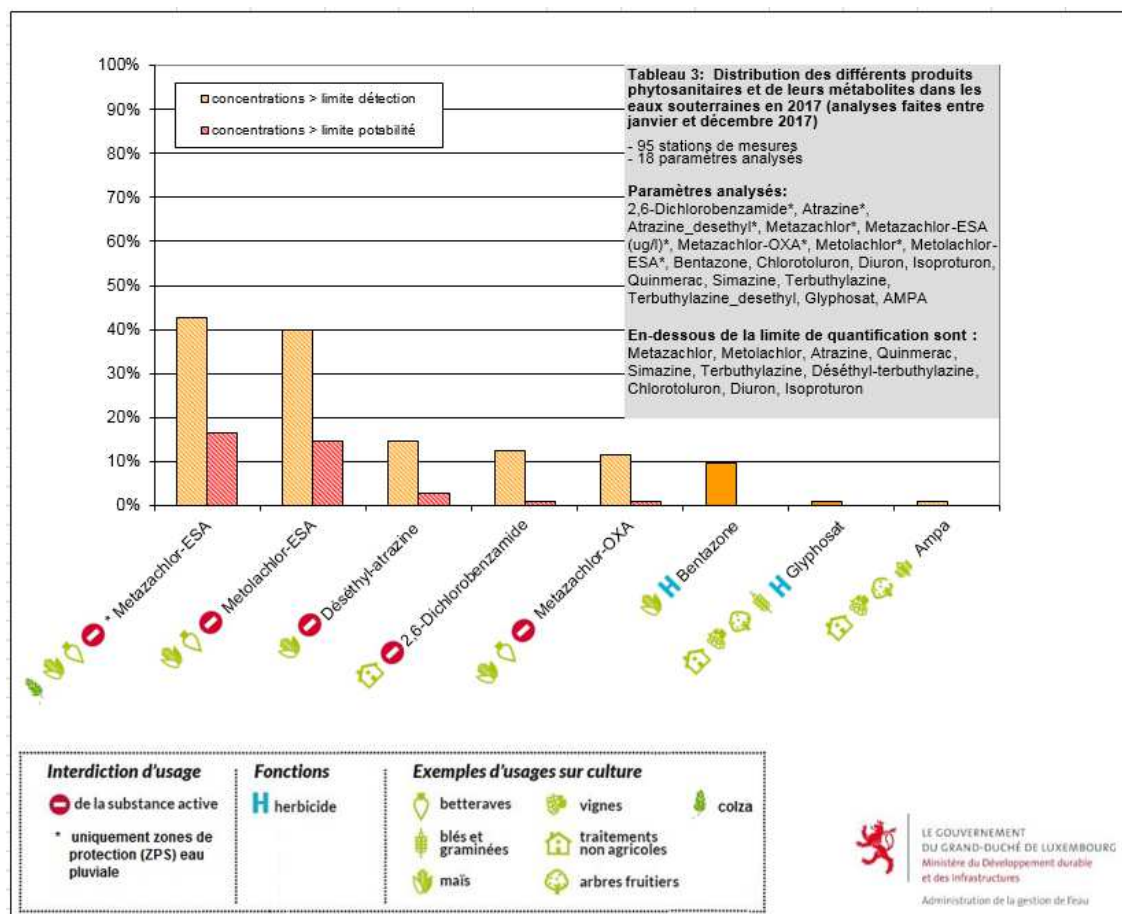
Situation en date du 21/02/2018



Les priorités du Gouvernement:

➤ Interdiction d'utilisation de métolachlore-ESA et métazachlore-ESA en 2015

(substances les plus fréquemment présentes dans l'eau potable)





Les priorités du Gouvernement:

➤ Gestion proactive dans les zones de protection définies par RGD

- Implication des acteurs/occupant du sol en vue d'une prise de conscience (« Aufbau einer Trinkwasserschutzkultur »);
- Elaboration d'un programme de mesures par le fournisseurs d'eau potable:
 - mesures volontaires éligibles à un co-financement par l'Etat;
 - collaborations régionales entre fournisseurs avec des acteurs existants;
- Mesures volontaires éligibles à un co-financement de l'Etat;
- Modification de la loi sur l'eau pour permettre notamment un subventionnement du secteur agricole par le Fonds pour la gestion de l'eau (FGE);
- Projets-pilotes(SEBES (LAKU), SES, DEA, VdL, Mullerthal,...) financés en intégralité par le FGE



« Interdire »



« Signaler »



Zones de protection des eaux souterraines destinées à la consommation humaine

Captages
AC Beaufort
AC Ville de Diekirch

Tom Schaul
Administration de la gestion de l'eau

Réunion d'information du public
Beaufort
06.03.2018



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement



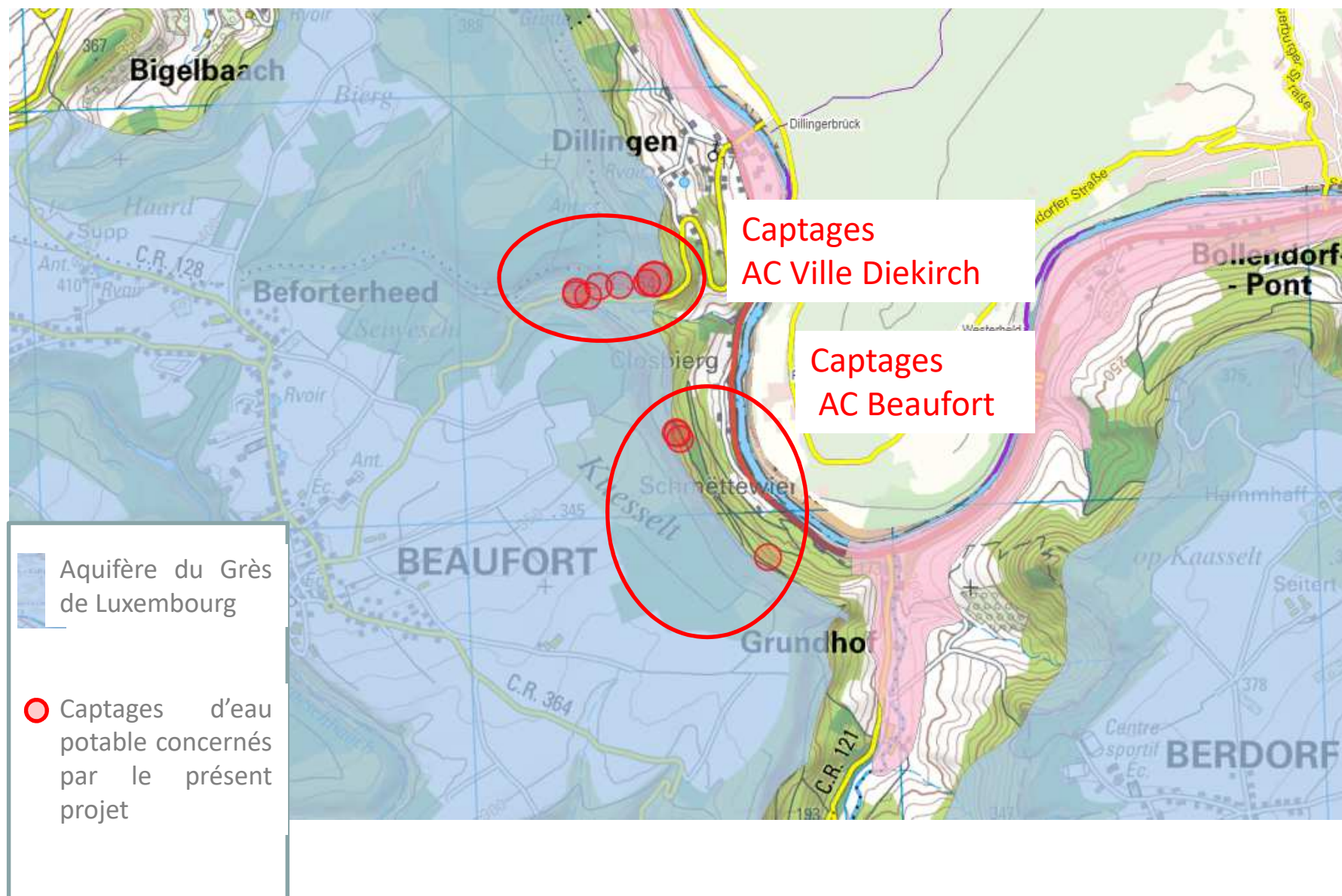
1. Les ressources en eau souterraine
2. La qualité de l'eau potable
3. Les zones de protection
4. Les mesures de protection
5. Le programme de mesure

1. Les ressources en eau souterraine

L'aquifère du Grès de Luxembourg



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



1. Les ressources en eau souterraine



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

L'aquifère du Grès de Luxembourg

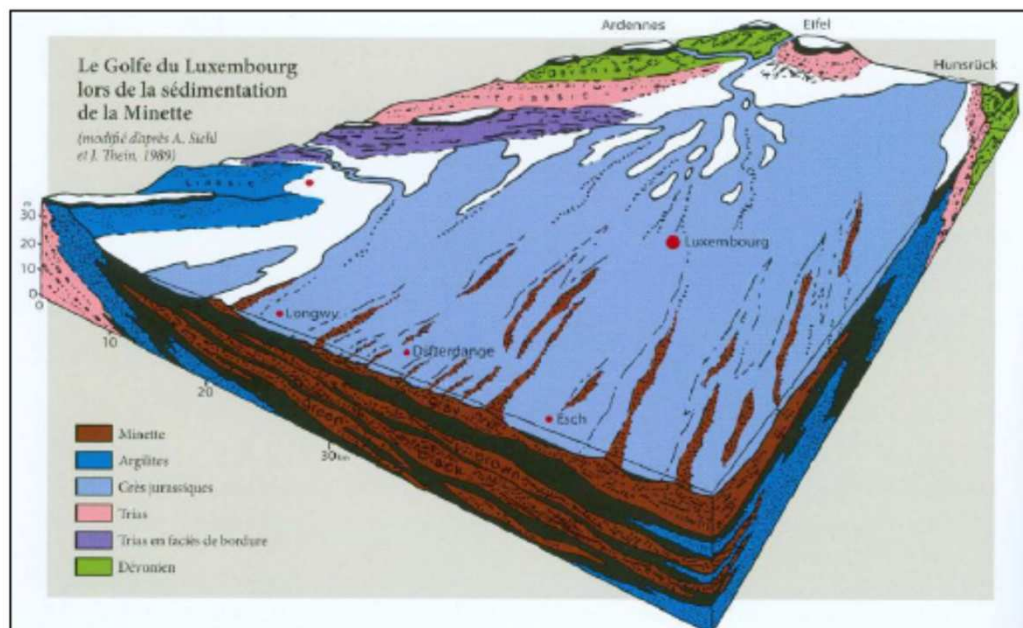
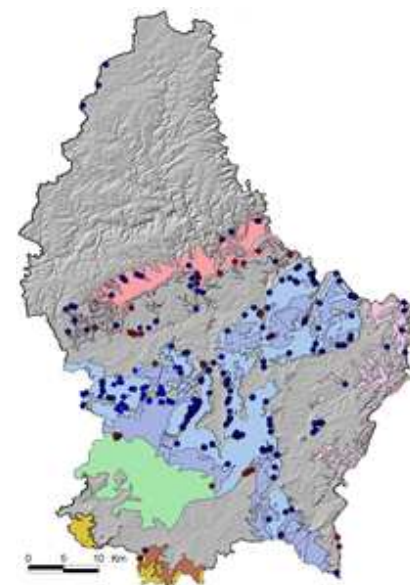


Figure 1 : sédimentation dans le golfe du Luxembourg à la fin du Lias.



Captage de source

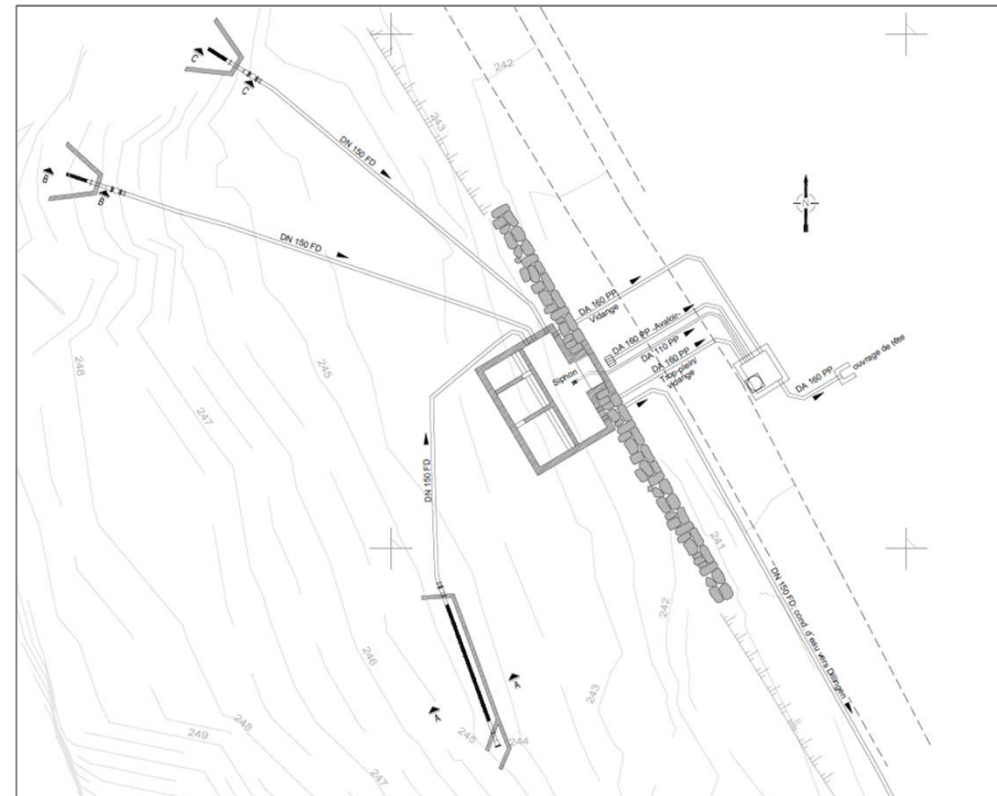
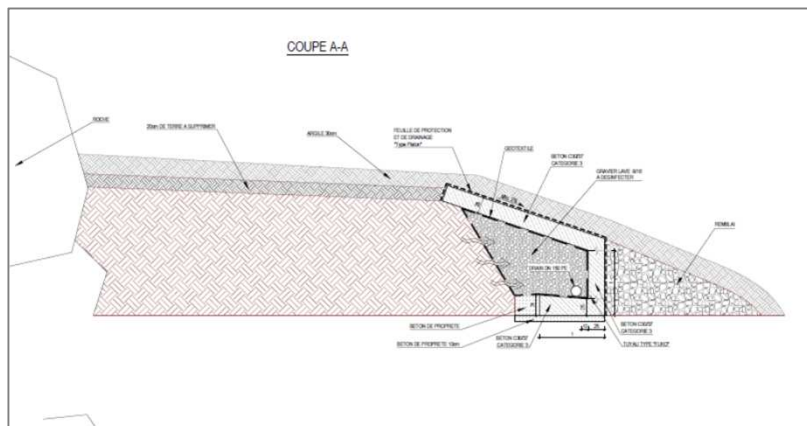


1. Les ressources en eau souterraine



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Captages de source Cloosbiert 1, 2 & 3 (AC Beaufort)



1. Les ressources en eau souterraine



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Captages de source Dillingen 1 à 7 (Ville Diekirch)



2. La qualité de l'eau potable



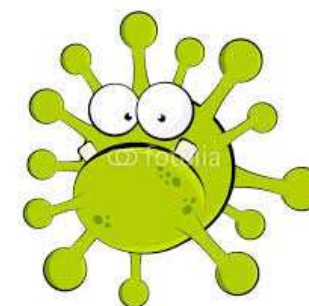
LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Eau conforme aux dispositions du Règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à l'eau destinées à la consommation humaine (**points conformité= robinet**):

« ...ne contient pas un **nombre** ou une **concentration** de **micro-organismes**, de **parasites** ou de **substances constituant un danger potentiel** pour la santé humaine »



Nr	Paramètres	Valeur paramétrique	Unité	Notes
1	Acrylamide	≤ 0,10	µg/l	Note 1
2	Antimoine	≤ 5,0	µg/l	
3	Arsenic	≤ 10	µg/l	
4	Benzène	≤ 1,0	µg/l	Note 2
5	Benzo(a)pyrène	≤ 0,010	µg/l	
6	Bore	≤ 1,0	mg/l	
7	Bromates	≤ 10	µg/l	Note 3
8	Cadmium	≤ 5,0	µg/l	
9	Chrome	≤ 50	µg/l	
10	Cuivre	≤ 1,0	mg/l	Note 1
11	Cyanures	≤ 10	µg/l	
12	1,2-dichloroéthane	≤ 3,0	µg/l	
13	Épichlorhydrine	≤ 0,10	µg/l	Notes 3 et 4
14	Fluorures	≤ 1,5	mg/l	
15	Plomb	≤ 10	µg/l	
16	Mercure	≤ 1,0	µg/l	Note 3
17	Nickel	≤ 20	µg/l	
18	Nitrates	≤ 50	mg/l	
19	Nitrites	≤ 0,50	mg/l	Notes 6 et 7
20	Pesticides	≤ 0,10	µg/l	
21	Total pesticides	≤ 0,50	µg/l	
22	Hydrocarbures aromatiques polycycliques	≤ 0,10	µg/l	Notes 6 et 8
			Somme des concentrations en composés spécifiés;	
				note 9
23	Sélénium	≤ 10	µg/l	Somme des concentrations des paramètres spécifiés
24	Tétrachloroéthylène et trichloroéthylène	≤ 10	µg/l	
25	Total trihalométhanes (THM)	≤ 50	µg/l	Somme des concentrations en composés spécifiés;
				note 10
26	Chlorure de vinyle	≤ 0,5	µg/l	Note 1



#18331122

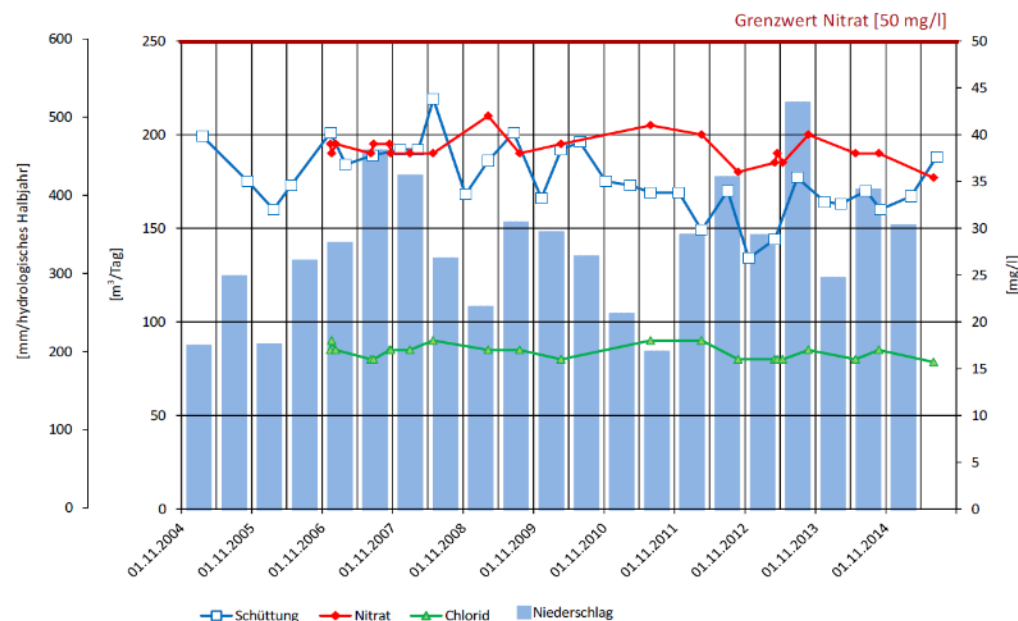
Nr	Paramètres	Valeur paramétrique
1	Escherichia coli (E. Coli)	0 / 100 ml
2	Entérocoques	0/100 ml

2. La qualité de l'eau



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Captages	Qualité eau à la source
Cloosbiert 1-3, Grundhof (AC Beaufort)	<ul style="list-style-type: none"> Présence de micro-organismes (E.Coli, entérocoques) → chloration Teneurs en nitrates 35-50 mg/l (limite potabilité = 50mg/l) → mélange avec d'autres ressources; Teneurs en métolachlore-ESA (métabolite herbicides) ≥ limite de potabilité → dérogation Détection de produits phytosanitaires +métabolites (métazachlore-ESA, atrazine, atrazine déséthyl, dichlorobenzamide, bentazone) à des concentrations < limite de potabilité ;



2. La qualité de l'eau



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Captages	Qualité eau à la source
Dillingen 1-7 (AC Ville de Diekirch)	<ul style="list-style-type: none">Teneurs en nitrates \geq limite de potabilité pour Dillingen 1, 2 et 3 (31-56 mg/l) → mélange avec d'autres ressourcesTeneurs en métolachlore-ESA (métabolite herbicide) \geq limite de potabilité pour Dillingen 1-4 et \geq 75% de la limite de potabilité pour Dillingen 5 → mélange avec d'autres ressources

3. Les zones de protection



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

DÉLIMITATION DES ZONES DE PROTECTION

« Trinkwasserschutzgebiete: So groß wie notwendig, so klein wie möglich »

■ CAPTAGE DE SOURCE

—— ZONE I - ZONE DE PROTECTION IMMÉDIATE

//// ZONE II-V1 - ZONE DE PROTECTION RAPPROCHÉE AVEC VULNÉRABILITÉ ÉLEVÉE

..... ZONE II : ZONE DE PROTECTION RAPPROCHÉE

----- ZONE III : ZONE DE PROTECTION ÉLOIGNÉE

3. Les zones de protection



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Objectifs:

- Aucune modification des écoulements souterrains;
- Protection contre les installations et activités qui représentent un risque important pour les eaux souterraines (p.ex. extractions matériaux, entreprises artisanales et industrielles);
- Eviter l'intrusion de personnes et d'animaux susceptibles de provoquer des introductions directes de polluants (**zones I et II-V1**);
- Eviter toute pollution microbiologique et l'arrivée de polluants chimiques en de fortes concentrations (**zone II**);
- Permettre en cas de danger imminent de disposer de suffisamment d'espace et de temps pour intervenir et entreprendre les mesures d'assainissement nécessaires (**zone III**)

3. Les zones de protection



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Etape 1: Etablissement d'un **dossier de délimitation** comprenant une étude hydrogéologique (approche unique selon Guide Pratique)

Etape 2: Création d'un avant-projet de RGD + soumission pour approbation au Conseil de gouvernement

Etape 3: Projet de RGD soumis pour avis au Conseil d'Etat et aux chambres professionnelles + **enquête publique**

Etape 4: Création des zones par **Règlement grand-ducal**

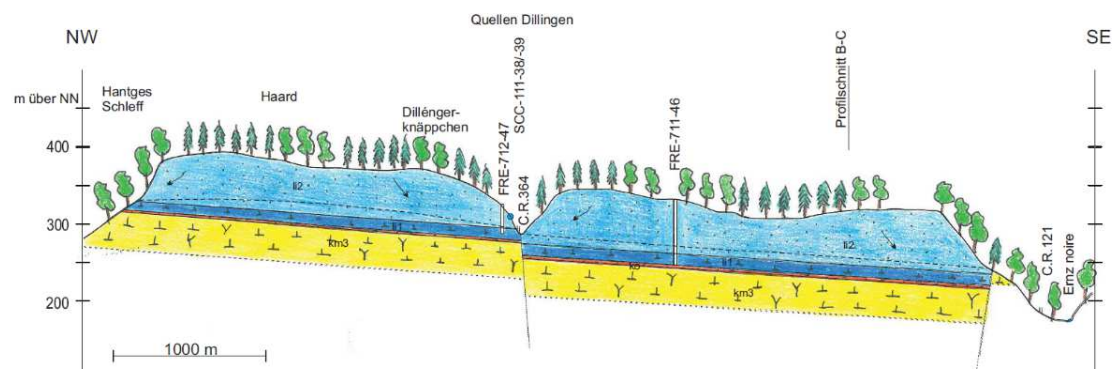
Etape 5: Elaboration et mise en œuvre des **programmes de mesures**

3. Les zones de protection



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier de délimitation pour le compte de l'AC Beaufort/Ville Diekirch (co-financement FGE à 50%) par un bureau de géologues agréé suivant les lignes directrices établies par l'AGE



3. Les zones de protection

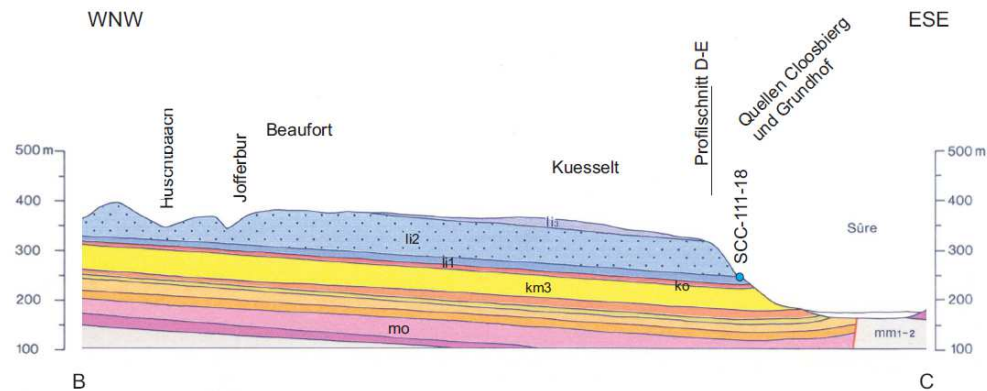
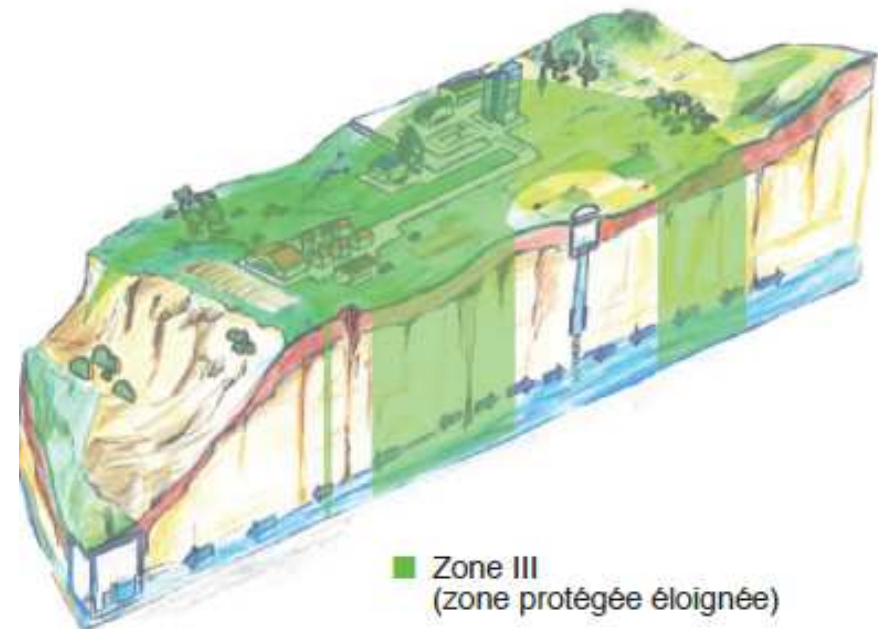


LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Zone III : (ensemble de la zone d'alimentation)

- Régime d'autorisation ;
- Interdiction de raffineries, industrie chimique, extraction de matériel, infiltrations ;
- Interdiction et restriction d'utilisation de pesticides ;
- Restriction d'utilisation d'engrais minéraux et organiques ;

➔ **Mesures plus strictes** si dégradation de la qualité de l'eau



	Grundhof	Cloosberg	Dillingen
Débit (m ³ /jour)	199	226	874
Recharge (l/s/km ²)	2,9		3,9

3. Les zones de protection

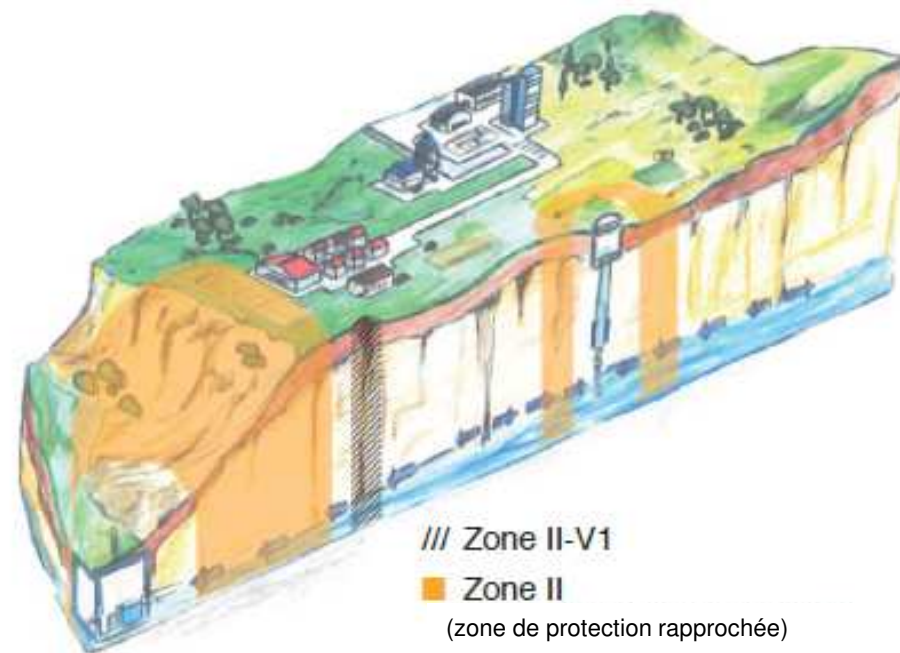
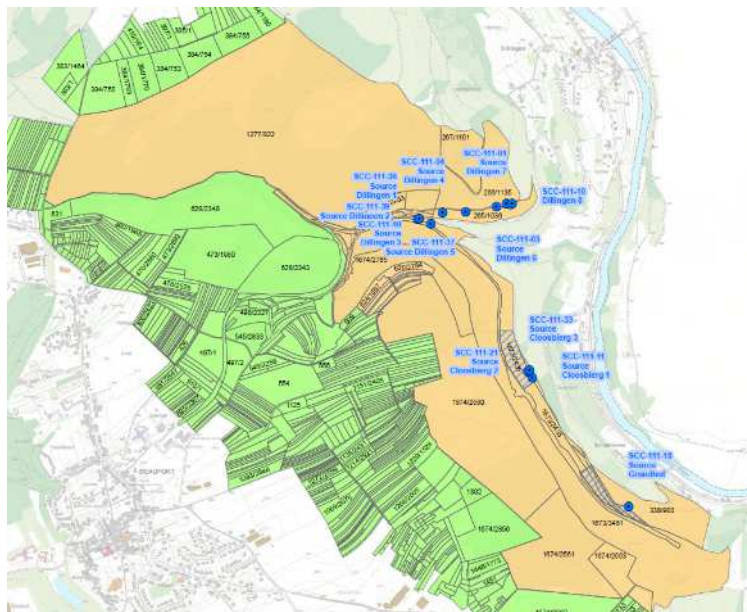


LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Zone II : « limite 50 jours »: 350 m

- Interdiction de nouvelles zones à bâtir, nouvelles constructions ;
- Extensions et transformations substantielles, exploitations soumises à autorisation ;
- Interdiction et restriction d'utilisation de pesticides ;
- Restriction d'utilisation d'engrais minéraux et organiques ;

➔ **Mesures plus strictes** si dégradation de la qualité de l'eau



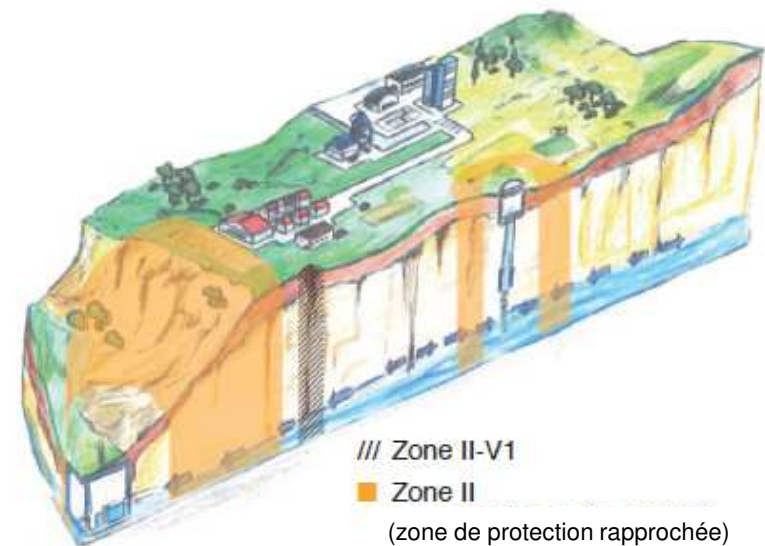
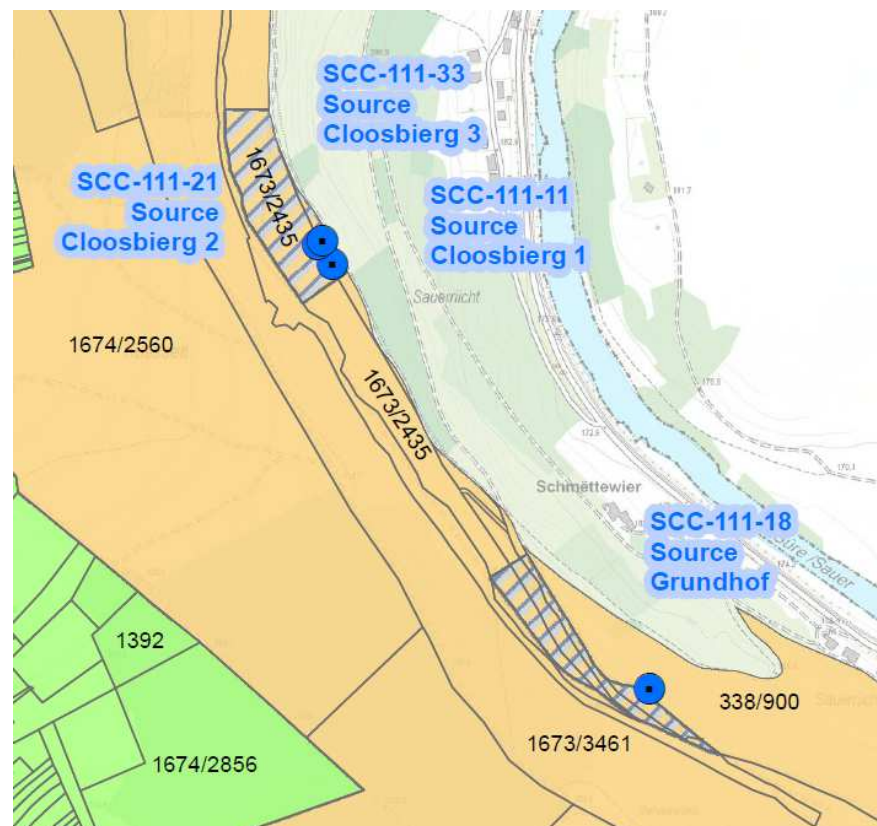
3. Les zones de protection



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Zone II-V1 : uniquement captages fortement exposés à des risques de pollution avérés

- Mesures plus restrictives (interdictions)



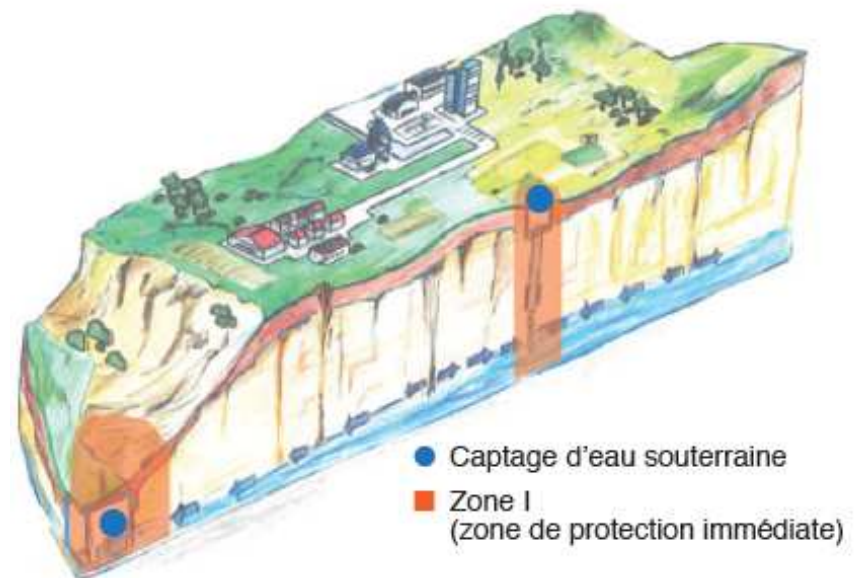
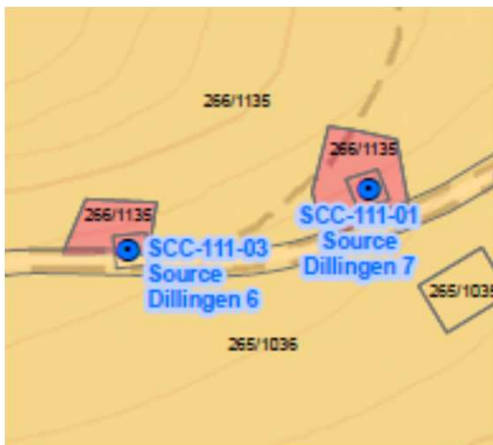
3. Les zones de protection



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Zone I : 10-20 mètres en amont du captage

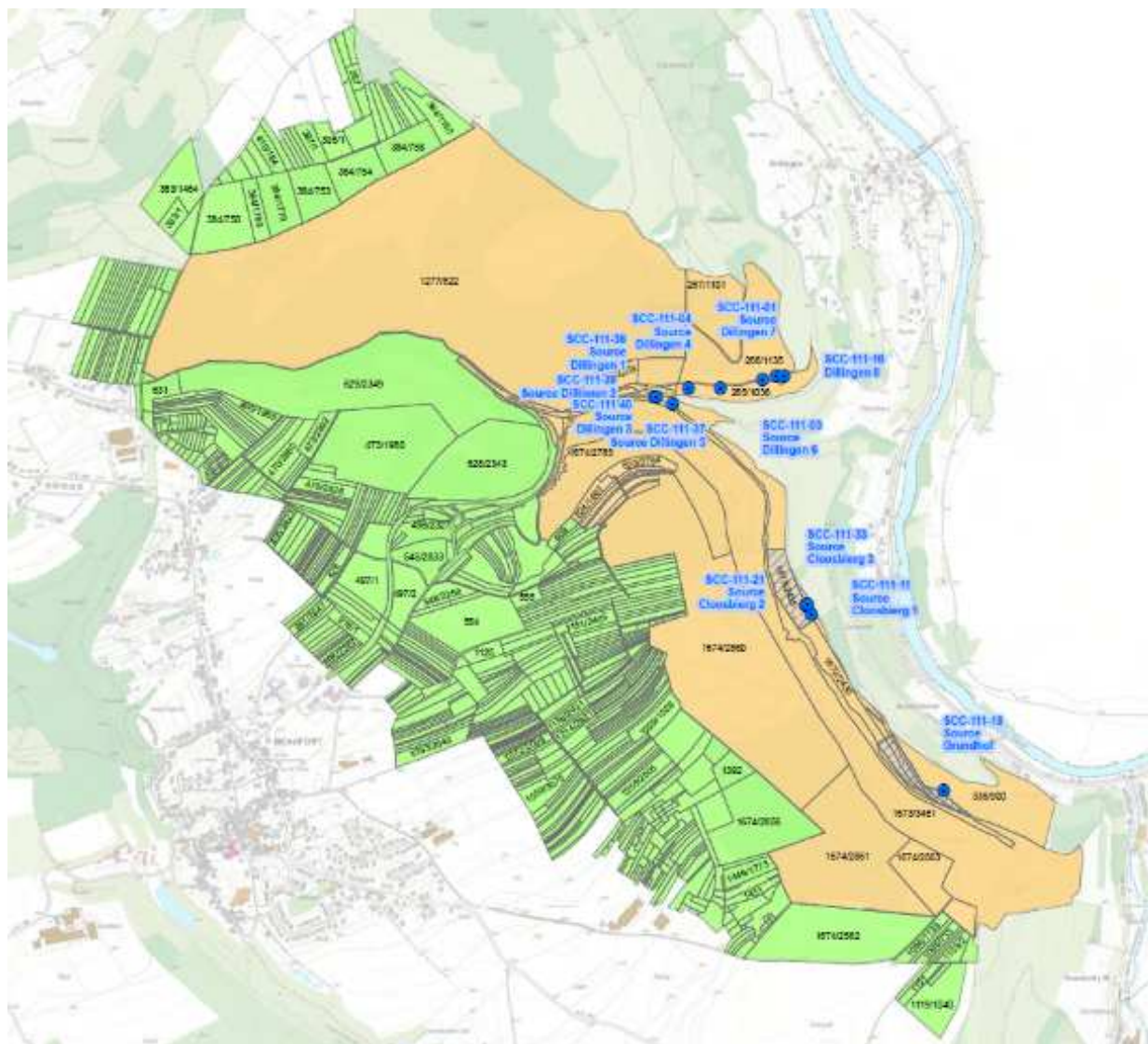
- Accès uniquement pour des travaux d'entretien du captage ;
- Aucune autre activité ;



3. Les zones de protection



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



Zones de protection

- Zone de protection immédiate (zone I)
- Zone de protection rapprochée (zone II)
- Zone de protection rapprochée (zone II-V1)
- Zone de protection éloignée (zone III)

Surface totale: 4,2km²

Zone I: 0,06%

Zone II-V1 0,71%

Zone II: 47,5%

Zone III: 51,7%

3. Les zones de protection



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



Surface totale: 4,2km²

Forêt: 62,7%

Prairies: 18,6%

Terres agricoles: 16,2%

Autres: 2,5%



3. Les zones de protection



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Les mesures obligatoires :

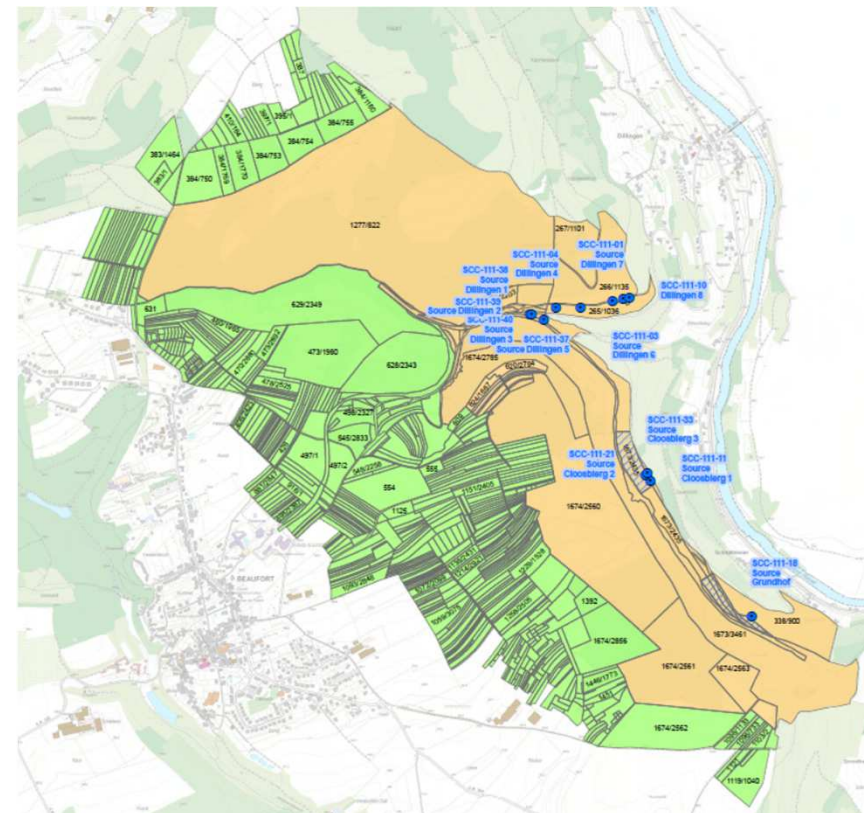
RGD du 9 juillet 2013 fixant les mesures administratives dans les zones de protection

ANNEXE I	
+	autorisé
-	interdit
a	soumis à autorisation conformément à l'article 23 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau
r	réglementé par les règlements grand-ducaux portant création des zones de protection spécifiques

	Zone II - V1	Zone II	Zone III
1. Industrie et commerce			
1.1 Désignation de nouvelles zones industrielles	-	-	a
1.2 Désignation de nouvelles zones d'activités	-	-	a
1.3 Construction, extension substantielle ¹ , transformation substantielle ² et exploitation d'installations avec manèment et stockage de produits pouvant altérer la qualité de l'eau ¹	-	-	a
1.4 Construction, extension substantielle ¹ , transformation substantielle ² et exploitation d'installations industrielles dans lesquelles des produits pouvant altérer la qualité de l'eau sont manipulés (p. ex. raffineries, sidérurgie, industrie chimique, centrale énergétique)	-	-	-
1.5 Construction, extension substantielle ² , transformation substantielle ² et exploitation de conduites de transport pour substances pouvant altérer la qualité de l'eau, à l'exception des égouts et des conduites d'eaux usées	-	-	a
1.6 Lubrifiants et huiles de décoffrage	-	-	a

- Mesures valables dans l'ensemble des zones.

RGD portant création de zones de protection



- Définition des mesures spécifiques

4. Les mesures de protection



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Les principales mesures :

Forêt:

- Interdiction de coupes rases > 25ares;
- Accès limité aux chemins;
- Précautions pendant les travaux en forêt (vidange,...);

Infrastructures routière:

- Meilleures techniques de construction pour le C.R. 364 et toutes rues ;
- Interdiction de transport de substances dangereuses sur le C.R. 364 ;

Infrastructures:

- Contrôles d'étanchéité des réseaux de canalisations, fosses septiques, installations de maniement d'engrais liquides et de produits phytopharmaceutiques ;

4. Les mesures de protection



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

➤ Agriculture

Maßnahmen	Zone II-V1	Zone II	Zone III
Anwendung von Pflanzenschutzmittel	Verbot	Verbot *	Eingeschränkt
Ausbringung von organischen Dünger auf Dauergrünland	Verbot	130 kg Norg/Jahr/ha*	130 kg Norg/an/ha*
Ausbringung von organischen Düngern auf Ackerland	Verbot	130 kg Norg/an/ha*	130 kg Norg/an/ha*
Gesamtausbringungsmenge an Stickstoff	Verbot	150 N tot/an/ha*	150 N tot/an/ha*

***Ausnahmegenehmigung** durch den Wasserminister möglich:

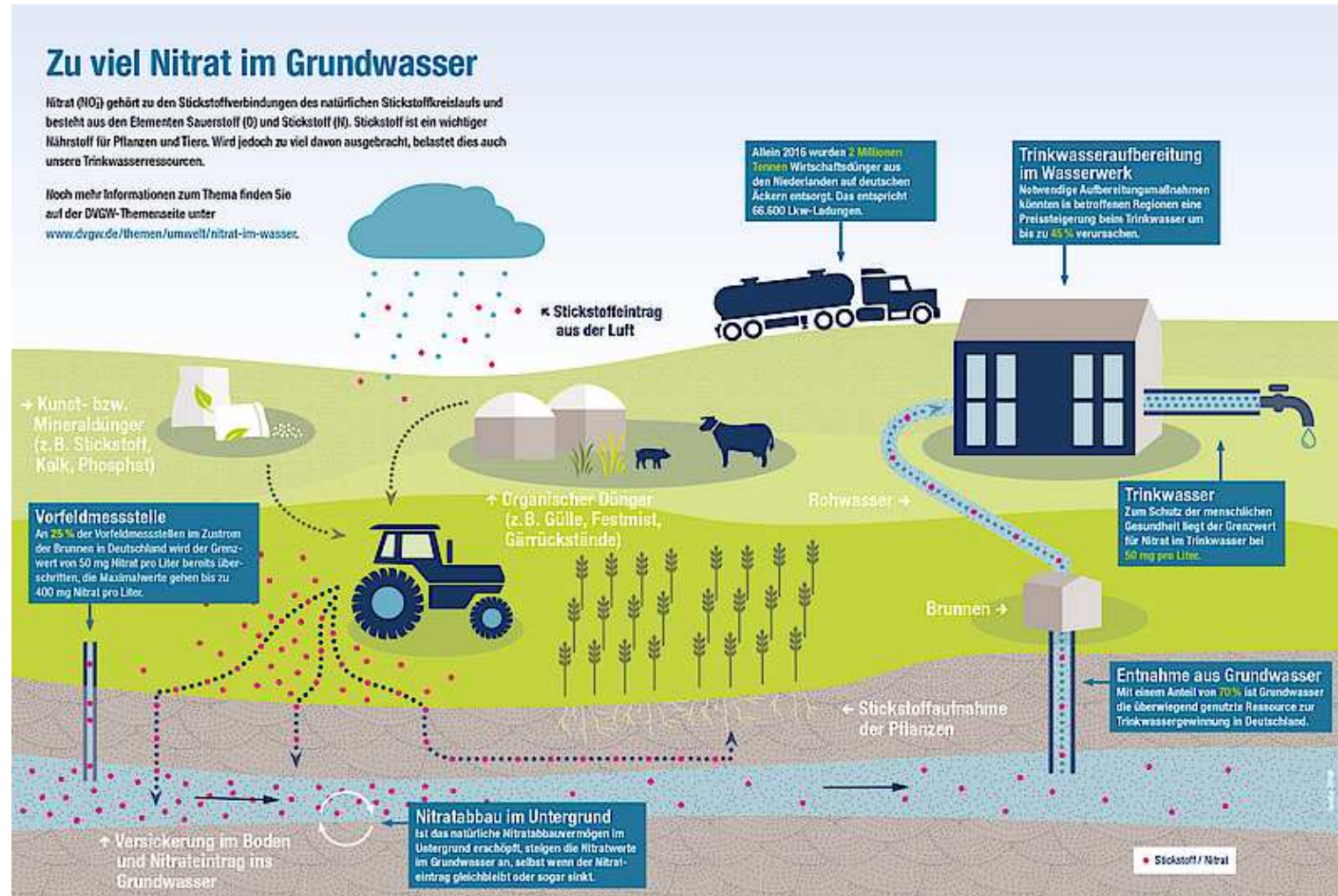
Bedingungen: Teilnahme Agrar-Umweltmaßnahmen (Wasserschutzgebieten) oder anderen gewässerschonenden Maßnahmen, Kooperationsvertrag zwischen Trinkwasserversorger und Landwirt (u.a. Informationen über eingesetzte Dünge und Spritzmittel)

4. Les mesures de protection



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

➤ Agriculture



4. Les mesures de protection



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

	Zone II – V1	Zone II	Zone III
1. Industrie et commerce			
1.1 Désignation de nouvelles zones industrielles	-	-	a
1.2 Désignation de nouvelles zones d'activités	-	-	a
1.3 Construction, extension substantielle ² , transformation substantielle ² et exploitation d'installations avec maniement et stockage de produits pouvant altérer la qualité de l'eau ¹	-	-	a
2. Elimination des eaux usées et installation de traitement des eaux usées			
2.1 Installations de traitement d'eaux usées (stations d'épuration, fosses septiques)	-	-	-
2.1.1 Construction	-	-	-
2.1.2 Extension substantielle ² , transformation substantielle ²	-	-	a ³
2.1.3 Exploitation	-	a ³	a ³
2.5 Déversement d'eau de ruissellement en provenance de voiries et de lignes ferroviaires, ainsi que d'eaux de décharges en provenance par exemple de déversoirs et de bassins d'orage dans des eaux de surface	-	a	a
2.6 Infiltration d'eaux de pluie originaires de toitures et de surfaces consolidées à travers un sol recouvert de végétation	-	-	a
2.7 Infiltration d'eaux de pluies directement dans le sous-sol (notamment puits d'infiltration)	-	-	-
4. Urbanisation et trafic			
4.1 Désignation de nouvelles zones à bâtir	-	-	a
4.2 Construction, extension, transformation substantielle et exploitation d'installations avec interventions dans le sous-sol au-dessus de la nappe phréatique	-	-	a
4.3 Construction, extension substantielle ² , transformation substantielle ² et exploitation d'installations avec interventions dans la nappe phréatique	-	-	-
4.6 Installations de chantier, stockage de matériaux et logement pour ouvriers	-	-	a
5. Interventions dans le sous-sol			
5.1 Extraction de matériaux et autres excavations dans et au-dessus la nappe phréatique	-	-	-
5.3 Forages et puits à l'exception de ceux liés à l'approvisionnement public en eau destinée à la consommation humaine	-	-	-
6. Exploitations agricoles, sylvicoles, horticoles			
6.1 Bâtiments agricoles et étables			
6.1.1 Construction	-	-	a
6.1.2 Extension substantielle ² , transformation substantielle ²	-	a	a
6.1.3 Exploitation	a	a	a

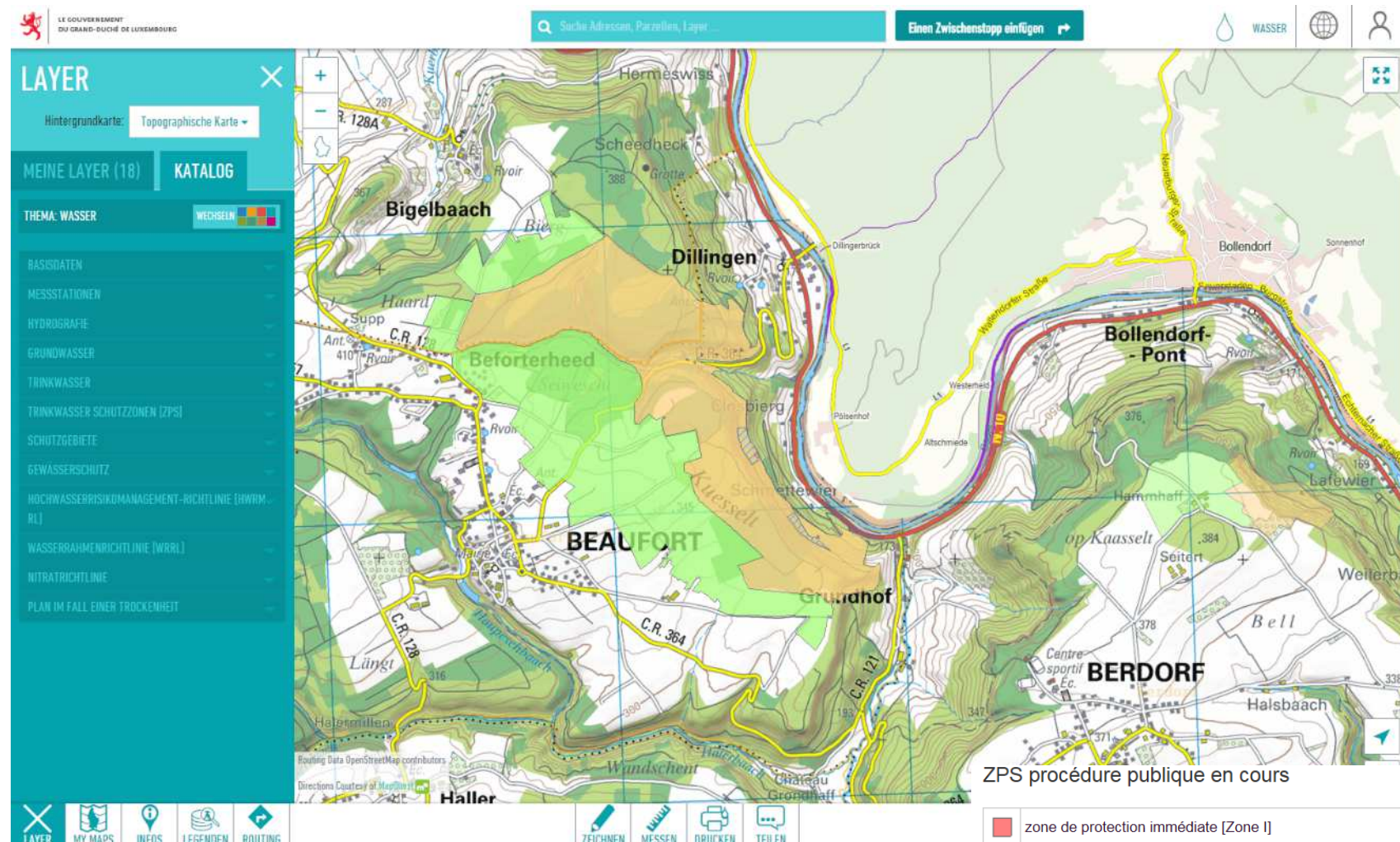
Extraits des mesures de l'annexe I du RGD modifié du 9/7/2013 :

+	autorisé
-	interdit
a	soumis à autorisation conformément à l'article 23 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau
r	réglementé par les règlements grand-ducaux portant création des zones de protection spécifiques

Consultation des zones de protection sur géoportail



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



ZPS procédure publique en cours

	zone de protection immédiate [Zone I]
	zone de protection rapprochée [Zone II]
	zone de protection rapprochée avec vulnérabilité élevée [Zone II-V1]
	zone de protection éloignée [Zone III]

5. Programme de mesures



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Etapas de délimitation

Etape 1: Etablissement d'un **dossier de délimitation** comprenant une étude hydrogéologique (approche unique selon Guide Pratique)

Etape 2: Création d'un avant-projet de RGD + soumission pour approbation au Conseil de gouvernement

Etape 3: Projet de RGD soumis pour avis au Conseil d'Etat et aux chambres professionnelles + **Enquête publique**

Etape 4: Création des zones par **Règlement grand-ducal**

Etape 5: Elaboration et mise en œuvre des **programmes de mesures**
(à établir par le fournisseur d'eau potable)



➤ administrative Maßnahmen

- gesetzliche Regelungen, Genehmigungen

Règlement
grand-ducal

➤ verpflichtende Maßnahmen

- Maßnahmen zur Umsetzung von gesetzlichen Vorgaben

➤ freiwillige Maßnahmen

Maßnahmen=
programm

➤ begleitende Maßnahmen

(Monitoring, Erfolgskontrolle)



Beispiele von freiwillige Maßnahmen:

- Maßnahmen welche restriktiver als obligatorische Maßnahmen sind;
 - ✧ Landwirtschaftliche Maßnahmen
 - ✧ Wasserschonende Energieversorgung.
- “Vorgezogene” Maßnahmen:
 - ✧ Règlement grand-ducal/ Genehmigungen garantieren Bestandschutz (zb 5 Jahre);
 - ✧ Betreiber beschliesst Instandsetzung Infrastruktur < 5 Jahre;
 - ✧ Beispiel: Lagerung von wassergefährdenden Substanzen (Heizöltanks, Silos,...)



Beispiel landwirtschaftlicher Maßnahmen

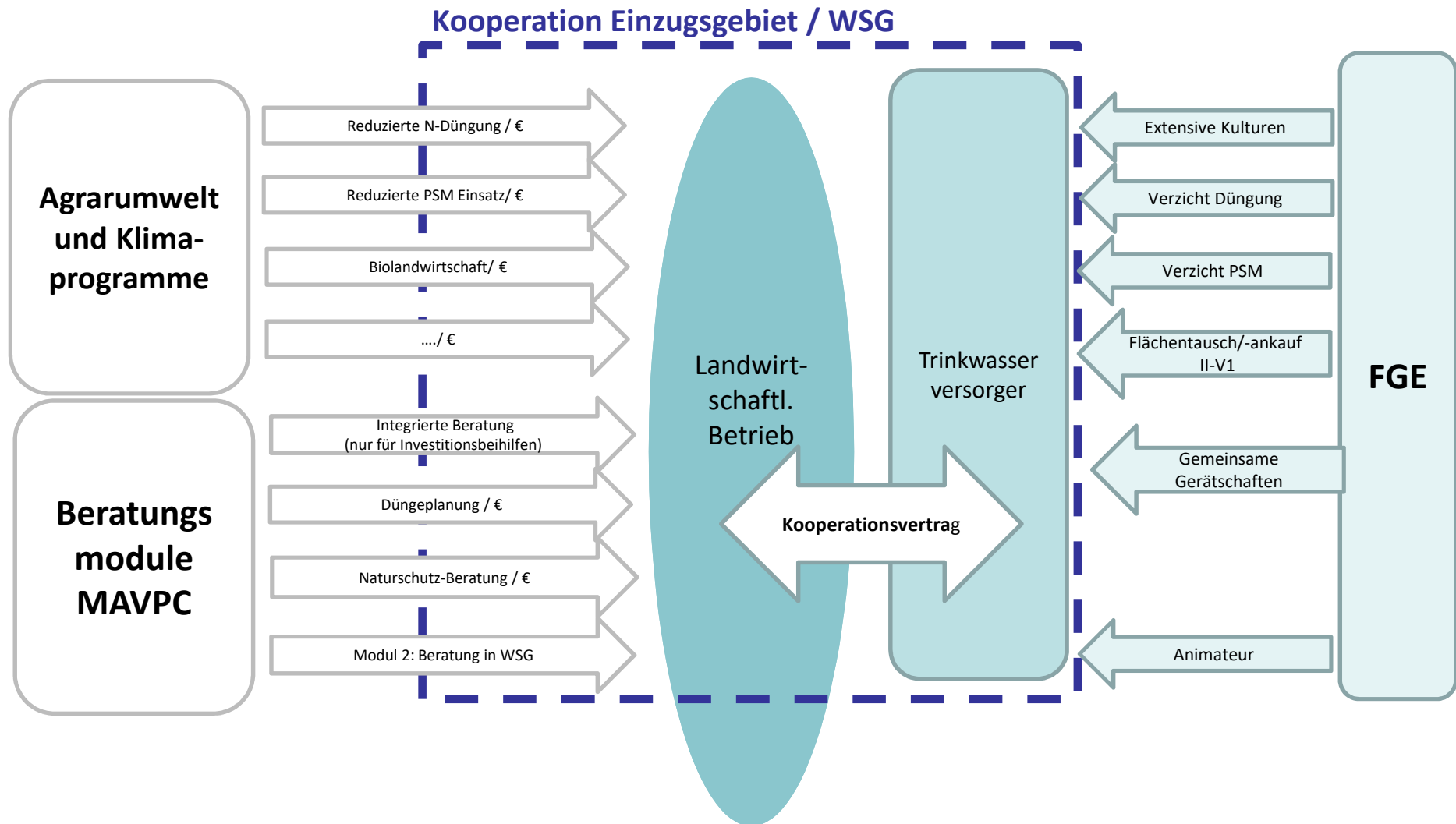
- **Kooperationen mit dem Trinkwasserversorgern** (Bedingung Ausnahmeregelung Règl. grand-ducal)
- **Betriebliche Beratung**
 - Beratungsmodule (Bedingung Ausnahmeregelung Règl. grand-ducal)
- **Flächendeckende Maßnahmen;**
 - Agrar-Umweltprogramme (Bedingung Ausnahmeregelung Règl. grand-ducal)
- **Flächenspezifische Maßnahmen**
 - Flächentausch; Flächenankauf (Zone II-V1)
- **Infrastrukturelle Maßnahmen;**
 - Investitionsbeihilfen
- **Aufbau von neuen Absatzwegen:**
 - Sensibilisierung alternative Produkte
 - Öffentlichkeitsarbeit
 - Kohärente Absatzpolitik (Produktion → Verkauf)
 - Nachhaltige Absatzwege (langfristig gewinnbringend)
- **Anschaffung gemeinschaftlichen Gerätschaft zur Förderung wasserschonender Kulturen und Bewirtschaftungsverfahren**

5. Programme de mesures



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

➤ Kooperation Trinkwasserversorger & Landwirt

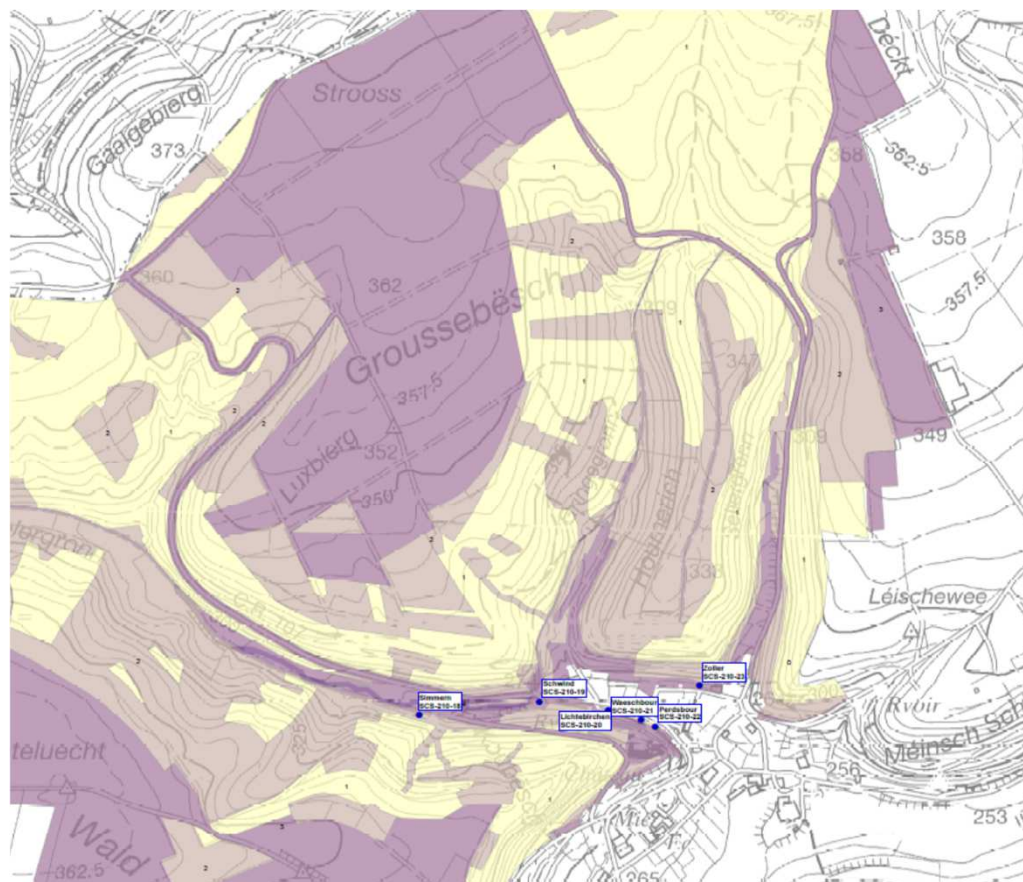


5. Programme de mesures



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Maßnahmenpriorisierung und -auswahl ;



Légende

● Sources captées par le SES

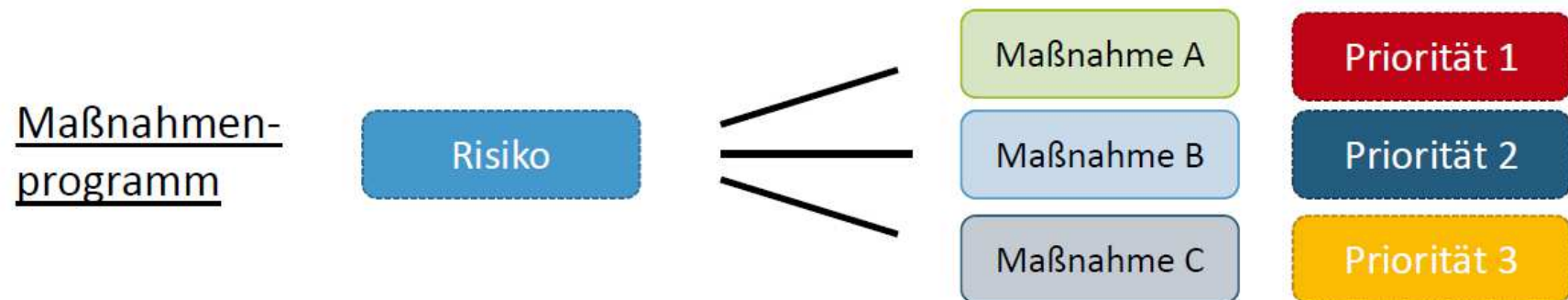
Indice risques

cf. rapport chapitre 11 (PARTIE A)

- 1 - Risque très faible
- 2 - Risque faible
- 3 - Risque moyen
- 4 - Risque important
- 5 - Risque très important



- Prioritäten (angestrebte Umsetzungszeiträume) für Maßnahmen
- Priorität 1: kurzfristig 1 bis 3 Jahre nach Inkrafttreten Règlement grand-ducal
 - Priorität 2: 3 bis 5 Jahre)
 - Priorität 3: mehr als 5 bis 10 Jahre Jahre



4. Programme de mesures



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures
Administration de la gestion de l'eau



FÖRDERFIBEL

zur Finanzierung von Maßnahmen
zum Schutz und zur Verbesserung
der Grund- und Rohwasserqualität
in Wasserschutzgebieten im
Großherzogtum Luxemburg aus
Mitteln des FGE

Vorentwurf
Februar 2017

ADMINISTRATION DE LA GESTION DE L'EAU

Arbeitshilfe:

Förderfibel und Maßnahmenkatalog

- Finanzielle Unterstützung aus dem Fonds pour la gestion de l'eau (FGE);
- Trinkwasserversorger ist Empfänger der finanziellen Unterstützung FGE;
- Kriterien zur Ausbezahlung der Fördergelder FGE;
- Verweis auf andere Fördergelder (keine Doppelfinanzierung)

5. Programme de mesures



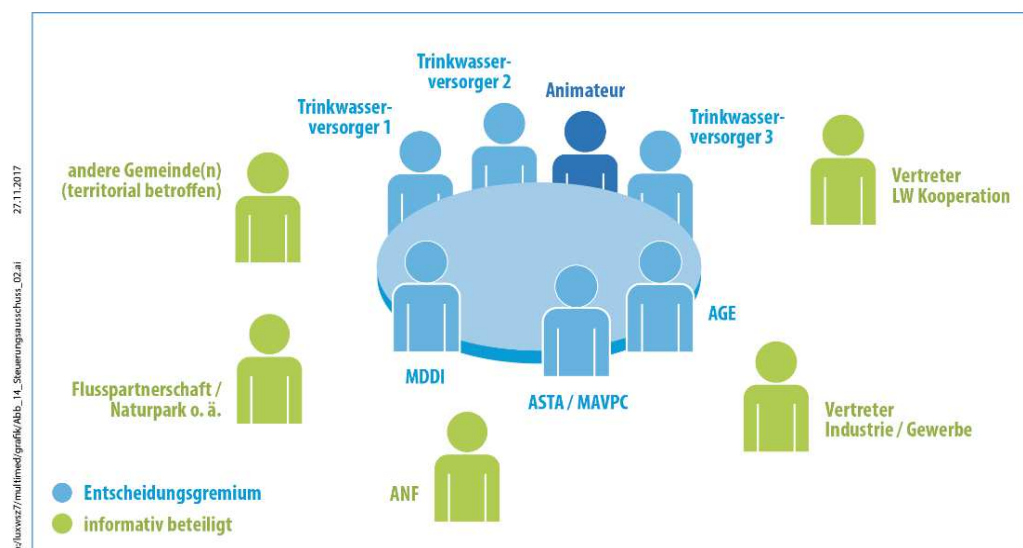
LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

➤ Gestion et suivi des mesures est indispensable:

- Est-ce que les mesures ont été appliquées?
- Quel est l'impact des mesures sur la qualité de l'eau
- Si pas d'impact: pourquoi?
- Gestion administrative et financière: demande et suivi de la prise en charge FGE, éviter tout double-financement,
- Echanges entre acteurs est indispensable!
- ...

➔ Création d'un comité de suivi prévu dans la loi eau (Art 44 (9))

➔ Gestionnaire de projet (« animateur »)



5. Programme de mesures

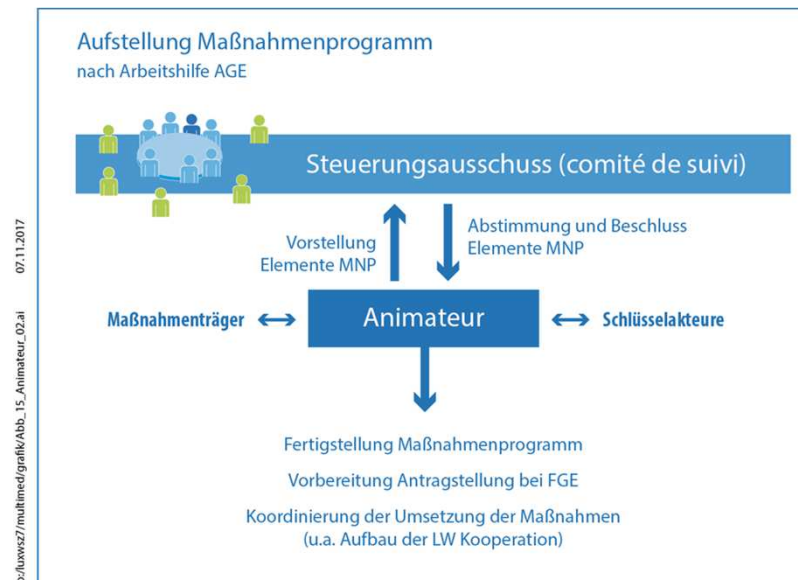


LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

➤ **Animateur** (pour le compte du/des fournisseurs d'eau potable):

Considéré comme « mesure volontaire » ➔ éligible à un co-financement FGE

- Coordination entre acteurs (≠ conseiller agricole);
- Rassemble les éléments pour l'établissement du programme de mesure et fait les propositions au comité de suivi;
- Coordination de la mise en œuvre du programme;
- Responsable du suivi de l'efficacité des mesures (mise en place des mesures, suivi et interprétation de la qualité eau, données pédologiques (N_{min} ,...); bilans agricoles,...);
- Suivi administratif et financier de l'établissement et de la mise en œuvre du programme;
- Rédaction de rapports;
- ...





Tom Schaul

Jeanne Hennicot – volet agricole

Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Administration de la gestion de l'eau

Division des eaux souterraines et des eaux potables

1, avenue du Rock'n'Roll . L – 4361 Esch-sur-Alzette

Tél. (+352) 24 556 500 . FAX (+352) 24 556 7500

E-mail : potable@eau.etat.lu



Zones de protection des eaux souterraines destinées à la consommation humaine

Prochaines démarches
et soutien étatique

Carole Dieschbourg
Ministre de l'Environnement

Réunion d'information du public
Beaufort
06.03.2018



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement



Enquête publique du projet de règlement grand-ducal

- Dépôt des dossiers pendant 30 jours à la maison communale;
- Eventuelles objections au projet à adresser au conseil communal;
- Avis Conseil Communal à transmettre à la Ministre pour évaluation;
- Avis demandés au Conseil d'Etat et aux chambres professionnelles.



1) Régime d'aide aux parcelles agricoles situées dans les zones de protection concernées (dès la création des zones de protection)

- Selon document PDR14-20 (version du 29.06.2015) publié sur le site du Ministère d'agriculture, de viticulture et de protection des consommateurs
 - ✧ Zone II-V1: 275 €/hectare
 - ✧ Cultures arables: 120 €/hectare
 - ✧ Prairies permanentes: 80 €/hectare

Projet règlement grand-ducal en phase de finalisation (en attente avis Conseil d'Etat)

Régime d'aide indépendamment de mesures volontaires



Etapas de délimitation

Etape 1: Etablissement d'un **dossier de délimitation** comprenant une étude hydrogéologique (approche unique selon Guide Pratique)

Etape 2: Création d'un avant-projet de RGD + soumission pour approbation au Conseil de gouvernement

Etape 3: Projet de RGD soumis pour avis au Conseil d'Etat et aux chambres professionnelles + **Enquête publique**

Etape 4: Création des zones par **Règlement grand-ducal**

Etape 5: Elaboration et mise en œuvre des programmes de mesures
(à établir par le fournisseur d'eau potable)



➤ **Etablissement du programme de mesure:**

➔ Prise en charge jusqu'à 75% par le Fonds pour la gestion de l'eau (FGE)

➤ **Mise en œuvre du programme de mesure:**

➔ Prise en charge jusqu'à 75% par FGE des mesures *y compris les mesures agricoles*, en considérant certains critères:

- **pas de mesures obligatoires** fixées dans les règlements grand-ducaux
- **priorités** élaborés lors de l'établissement du programme (vulnérabilité pollution, risques);
- **pas de double financement** avec d'autres soutien étatique;

Exemple: mesures agri-environnementales applicables dans les zones de protection

➔ *à activer au maximum!*

- pas d'impacts nocifs sur d'autres ressources naturelles et le climat;
- la collaboration régionale est favorisée;

➤ Coûts cumulés éligibles à co-financement FGE **plafonnés à 8 Mio€/an**. Distributions régionales en fonction des montants collectés par la taxe de prélèvement (0,125€/m³)

Lignes directrices pour le programme de mesure



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures
Administration de la gestion de l'eau



FÖRDERFIBEL

zur Finanzierung von Maßnahmen
zum Schutz und zur Verbesserung
der Grund- und Rohwasserqualität
in Trinkwasserschutzgebieten im
Großherzogtum Luxemburg aus
Mitteln des FGE

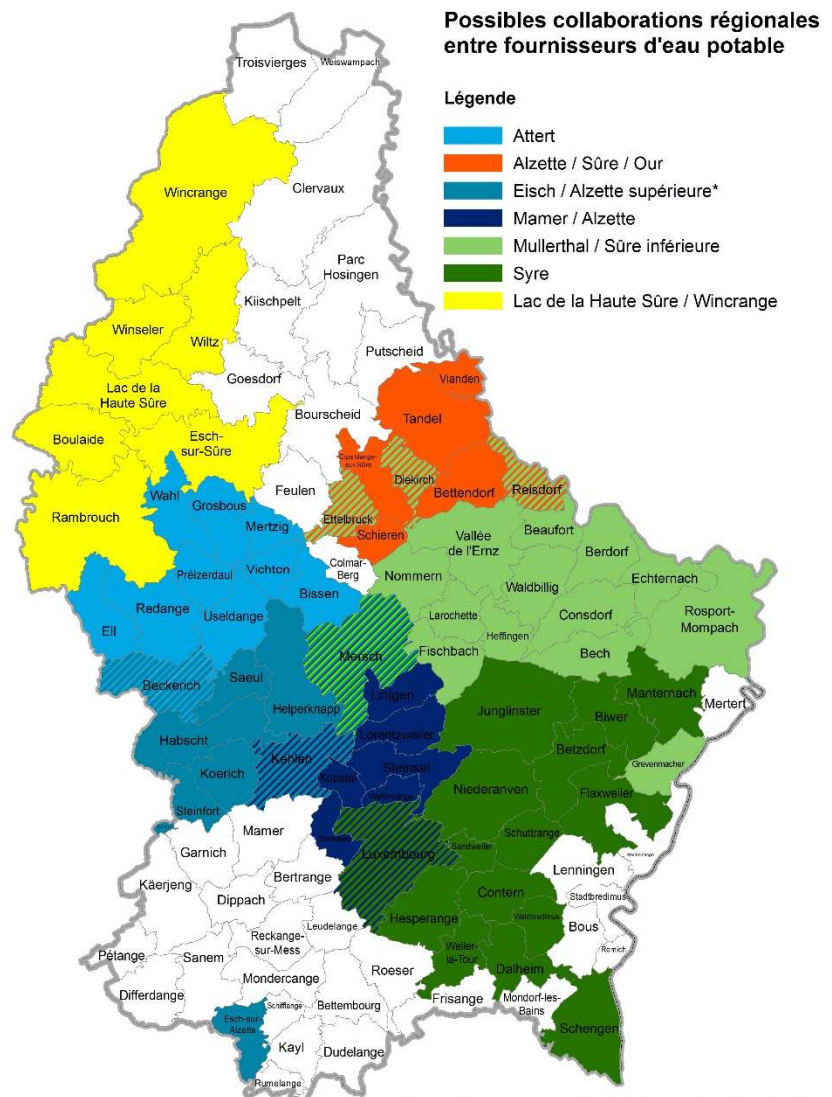
**Version
November 2017**

ADMINISTRATION DE LA GESTION DE L'EAU

Nr.	Maßnahmen	Erläuterung	Förderung FGE
FMFL-13	Gemeinschaftliche Infrastrukturmaßnahmen	Waschplätze für Fahrzeuge, Sammelstellen für Gefahrgüter, Sammelstellen für gemeinschaftlichen Abtransport von extensiven Nischenproduktionen, Lagerhallen für gemeinschaftliche Gerätschaften etc.	75% FGE 0% MAVPC
FMFL-14	Arbeiten für Arbeitsgruppen	Entschädigung	
Beratungsmodule			
FMFL-15	Modul 1 (800 € + 125 € Biogas) Erstellung Düngplan	Optimierung, Planung und Einbindung der Gesetzlichen Rahmenbedingungen, Parzellenpass, Bodenproben	80% MAVPC 15 % FGE
FMFL-16	Modul 2 (500 €) Wasserschutzberatung	Umsetzung Maßnahmenkatalog, Information Landwirte über Einschränkungen und Möglichkeiten in ausgewiesenen Wasserschutzgebiete	50% MAVPC 38% FGE
FMFL-17	Module 3 (1000 €) Naturschutzberatung	Beratung hinsichtlich Natura 2000 Gebiete, Biotope, Habitate	100% MAVPC
FMFL-18	Modul 4 (64 €) Greeningberatung	Auswahl Greeningfläche & Greeningmaßnahme	80% MAVPC 15 % FGE
FMFL-19	Modul 5 (1500 €) integrierte Beratung	Betriebsspiegel (Wasserschutz / Naturschutz) Ist Situation des Betriebes aufnehmen	80% MAVPC 15% FGE
FMFL-20	Modul 6 (800 €) Energie- & Nährstoffbilanzen	Schlagspezifische Nährstoffbilanzierung	80% MAVPC 15% FGE
FMFL-21	Modul 7 (480 €) Grünlandberatung	Analysen Grünlandbestand, Fütterungstechnik	80% MAVPC 15% FGE
FMFL-22	Modul 8 (480 €) Leguminosenberatung	Anbauberatung für Leguminosen	80% MAVPC 15% FGE
FMFL-23	Modul 9 (260 €) Ackerbauberatung	Fruchtfolge, PSM, Feldbegehungen	50% MAVPC 38% FGE
FMFL-24	Module 10 (750 €); 11(1250 €) Kartoffelbau	10 Prognosemodell Blattlaus 11 Kulturführung	100% MAVPC 50% MAVPC 38% FGE
FMFL-25	Teilmodule 12 (400 €) Milchvieh- und Zuchtberatung	Futterqualität und Quantität	50% MAVPC 38% FGE
FMFL-26	Modul 15 (1500 €) Umstellung biologische Landwirtschaft	Machbarkeitsstudie, Umstellungseignung Ökonomische Aspekte	100% MAVPC
FMFL-27	Modul 16 (1500 €; max.3 Jahre) biol. Landwirtschaft	Begleitung /Beratung während der Umstellungsphase	100% MAVPC
FMFL-28	Modul 17 biol. Landwirtschaft	Ökonomische/technische/gesetzliche Rahmenbedingungen	80% MAVPC 15% FGE

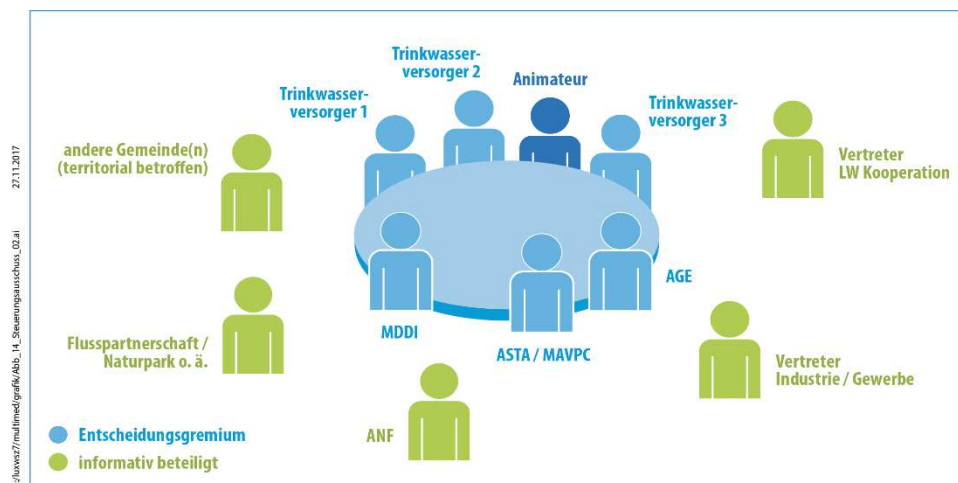


➤ Collaborations régionales



* en collaboration avec région Eisch étant donné que la région fait partie du réseau de distribution du syndicat SES

Comité de suivi:



Un « **animateur** » est responsable de la gestion du programme de mesure pour le compte des fournisseur d'eau potable:

- **acteur implanté dans la région**
(p.ex. Naturpark Möllerdall, Maison de l'eau Attert)
- **éligible à un co-financement par le FGE:**
75%, 100% en phase pilote



Les démarches pour la mise en place:

- ✧ **Partenariats** fournisseurs **eau potable/communes territorialement concernées**;
- ✧ **Coopérations agricoles** entre fournisseurs d'eau potable et agriculteurs;

sont possibles dès à présent, avant l'entrée en vigueur des règlements grand-ducaux.

MERCI FIR ÄREN INTRESSI !



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

